

La véritable "entente tory-autonomiste"

Témoignage de M. Pelletier

CONCLUSION

Sur la question navale, le plébiscite et l'impérialisme en général, il n'est pas nécessaire, je pense, d'apporter de nouvelles preuves pour établir la nature exacte des relations des nationalistes avec les deux partis.

Néanmoins, il n'est pas sans intérêt de relever quelques indices additionnels de l'entente réelle qui existait, au début de l'administration conservatrice, entre les ministres "autonomistes" et leurs collègues.

Le 20 novembre 1909, M. Borden fit, à la Chambre, son premier discours de chef d'Etat, dans le débat sur l'Adresse. Il réitéra sa condamnation de la Loi navale, il annonça la détermination du ministère de ne pas la mettre à exécution et de prendre tout le temps nécessaire pour saisir une autre politique. "It is infinitely better to be right than to be in a hurry", déclara-t-il, en posant ses mots. Cette politique, ajouta-t-il, sera discutée à fond devant le peuple, "qui devra avoir l'occasion de se prononcer sur son mérite", — preuve que M. Borden n'avait pas reçu le mandat qu'il invoque aujourd'hui.

Faisant allusion à la divergence d'opinion qui avait existé entre lui et le ministre des Travaux Publics, le premier ministre chercha à réduire cette divergence à la seule appréciation du danger "qui semblait menacer l'Empire" en 1909 et en 1910. Il avait, disait-il, basé son attitude précédente sur les déclarations faites en Angleterre en 1909. Il reconnaissait que ces déclarations "avaient été considérablement modifiées" par les paroles plus récentes, prononcées par le premier ministre impérial et par le premier lord de l'Amirauté.

Noter bien que ces "paroles plus récentes" des autorités britanniques, détruisant la base de l'urgence, sont celles mêmes sur lesquelles nous nous sommes appuyés depuis pour combattre la contribution de \$35,000,000. Les ministres anglais ne les ont jamais modifiées ni contredites; au contraire, ils les ont fortifiées par de nouvelles déclarations, l'été même où M. Borden, flanqué de MM. Hazen et Pelletier, alla répéter l'urgence qu'il avait inventée en 1909, perdue en 1911 et retrouvée en 1912. C'est un vrai bouclier de liège que cette urgence!

Au moment des élections générales, et surtout après le 21 septembre 1911 et l'entrée des trois "autonomistes" dans son cabinet, M. Borden, qui ne croyait plus au danger, avait cessé de faire sa fameuse distinction entre une contribution d'urgence et une politique permanente.

C'est tellement vrai, que le soir même du 20 novembre, M. Pelletier, ministre des postes, envoyait à son organe, l'Événement, et au journal "indépendant" par excellence, la Patrie, la dépêche que voici, écrite de sa propre main:

WIRE LETTERGRAM

"L'Événement,
Québec.

"La Patrie",
Montréal.

The prime-minister, in his speech on the address to-night, declared that the naval policy of the late government was bad, that his government would not continue it, that no more of the Laurier obsolete and useless ships would be built, that the Borden government would consider a better and more sane policy in the interest of Canada and the Empire, AND IT WOULD BE SUBMITTED TO THE PEOPLE OF THIS COUNTRY.

Consequently, it is not necessary to have a plebiscite on the Laurier policy. As Mr. Pelletier put it at Lorette, we have better than the plebiscite, since the policy is abandoned without even the necessity of a plebiscite, AND WE HAVE THE ASSURANCE FROM THE GOVERNMENT THAT ANY NEW POLICY WILL BE SUBMITTED TO THE PEOPLE.

L. P. PELLETIER.

X. R. — Publié au wired first part, as far as the word "consequently" and from word "consequently" to the end as commentaries, the whole without my signature, the whole as coming from regular correspondent.

Je traduis:

"Le premier ministre, dans son discours sur l'adresse, ce soir, a déclaré que la politique navale de l'ancien gouvernement est mauvaise, que son gouvernement ne la continuera pas, que le gouvernement Borden va étudier une politique meilleure et plus saine, dans l'intérêt du Canada et de l'Empire, et qu'elle sera soumise au peuple.

"Conséquemment, il n'est pas nécessaire d'avoir un plébiscite sur la politique Laurier. Ainsi que M. Pelletier l'a déclaré à Lorette, nous avons mieux qu'un plébiscite, puisque la politique est abandonnée sans qu'il y ait même besoin d'un plébiscite, et NOUS AVONS L'ASSURANCE QUE TOUTE POLITIQUE NOUVELLE SERA SOUMISE AU PEUPLE.

L. P. PELLETIER.

X. R. — Publié comme dépêche la première partie, jusqu'au mot "conséquemment"; et de mot "conséquemment" jusqu'à la fin, comme commentaires, le tout sans ma signature, le tout comme venant de votre correspondant régulier.

Voilà, en faveur, un document précieux. Il établit d'abord que la politique du ministère à ses débuts était, ainsi que je l'ai rappelé à M. Borden, il y a quelques jours, l'abrogation de la Loi navale et la consultation populaire sur toute politique nouvelle. Il prouve ensuite que telle est l'interprétation qu'il faut donner aux paroles prononcées par le ministre des Postes le jour de sa nomination comme membre salarié du cabinet. A moins que le mois gardat, et même le cerveau pourtant très lucide de M. Pelletier, n'ignorât ce qu'écrivit sa main droite, on ne saurait avoir de meilleur interprète des paroles de M. Pelletier, de meilleur témoin de ses engagements, que M. Pelletier lui-même.

Qu'on se reporte à la Patrie et à l'Événement du 21 novembre 1911, et l'on constatera que le journal "indépendant" et la feuille ministérielle se conformèrent aux instructions du ministre des postes et publièrent, avec des nuances, la traduction de cette dépêche. L'Événement, plus docile, fit du premier paragraphe une grosse dépêche sur trois colonnes et noya la queue dans un article de rédaction, rempli d'enthousiasme, où le rédacteur, fier de la parole de M. Pelletier, assurait à ses lecteurs que si jamais M. Borden proposait "une contribution directe ou indirecte", il ne manquerait pas de consulter le peuple.

La Patrie, plus pressée, dans les mots et fourra le tout, avec le gros "conséquemment" comme épingle d'attache, en plein milieu de sa correspondance parlementaire. On ne dira pas que les jeunes Tartelet n'ont pas des correspondants distingués. Un ministre de la Couronne, théoricien parlementaire de la Patrie, l'écrit!

On ne saurait trop le répéter, deux des conditions essentielles de l'entrée des trois ministres "autonomistes" dans le cabinet Borden étaient l'abrogation de la Loi navale et un plébiscite sur toute politique nouvelle. Ce n'est que lorsque M. Borden eut tâté le pouls de ses collègues et qu'il se fut assuré que, seul des trois, M. Monk avait assez de cœur et d'honneur pour tenir sa parole, qu'il redécouvrit l'urgence et se décida à passer outre.

"Who won?" Qui l'a emporté?

Comme toujours, le tenant sur le vent, le conquérant sur le conqui, le maître sur l'esclave.

Avais-je tort d'écrire, "autre jour, que la contribution "d'urgence" est un pur produit tory, contraire aux engagements pris par M. Borden envers le peuple et envers les nationalistes; et qu'en y donnant leur assentiment les ministres et les députés "autonomistes" ont tout simplement fait besogne de juristes et de transfuges?"

Ces quelques lettres d'histoire, comme on les dit, réunies en faisceau, devront suffire à éclairer les gens de bonne foi, nationalistes, libéraux, conservateurs ou indifférents.

Je crois avoir démontré à l'évidence qu'en aucune occasion, nous n'avons dévié des principes qui font la base de notre programme, qui sont la source de nos espérances et de notre idéal. Nous avons tout à tout appuyé les hommes, les groupes et les partis qui nous semblaient offrir le plus de garanties au succès de nos idées. Nous les avons combattus avec la même vigueur et la même liberté, lorsqu'ils trahissaient nos espérances ou leurs propres engagements.

Nous avons été trompés, nous nous sommes trompés, c'est vrai. Mais il faut être à reconnaître, nous sommes de même, en prenant peut-être quelques précautions de plus avec les uns et les autres. Mais dans l'ensemble, nous ne sommes pas une autre route. Quand on poursuit le triomphe d'une idée, on lutte contre l'indifférence du public.

l'esprit de parti, et les mille et un obstacles qui surgissent de toutes parts, on ne peut s'arrêter à sonder les reins et les cœurs de tous ceux qui offrent leur concours. Tant mieux quand les adhésions sont vraies et durables; tant pis, quand elles sont feintes, intéressées ou inconstantes. Ce n'est qu'un obstacle de plus à vaincre. C'est souvent une pierre de touche salutaire. Peu à peu le partage se fait entre les fidèles et les transfuges, entre les sincères et les hypocrites. Si l'idée est bonne et vraie, si elle répond à un véritable besoin, elle est sûre de triompher quand même.

Que de fois les politiciens des deux partis ont célébré les funérailles du nationalisme!

Les voici réduits à se battre sur notre dos, qui en a porté bien d'autres, et à emprunter nos armes. Voici le parti libéral forcé, à son tour, de prendre en dernier ressort le mode que nous avons toujours suggéré comme solution de la querelle des partis sur la question navale: la consultation populaire, comme condition préalable de toute mesure entraînant la participation du Canada à la défense de l'Empire.

Il y a plus de quatre ans, les deux grands "partis" se donnaient la main pour précipiter le Canada dans le militarisme impérial. Grâce à l'agitation nationaliste — sir Wilfrid Laurier en a témoigné à Toronto — les complices se sont séparés. Nous avons amené les conservateurs à dénoncer la Loi navale et à réclamer l'appel au peuple. Voici que les libéraux nous emboîtent le pas, écrasent la contribution et réclament, à leur tour, l'appel au peuple.

Comme l'avouait, l'autre jour, le sénateur Bolduc, seuls les nationalistes ont été conséquents et logiques. Grâce à eux, il n'y a encore rien de fait.

Tout ce bruit autour d'une idée "morte", et toujours triomphante, ces emprunts successifs de principes, d'idées, de solutions pratiques, aux doctrines et au programme d'une poignée de "ratés", de "rêveurs", de "fruits secs", de "démolisseurs", de "démagogues", finissent par attirer l'attention du peuple. Ne pouvant concilier les injures que les politiciens nous vomissent à jet continu et les hommages involontaires qu'ils rendent sans cesse à nos idées, les gens les plus prévenus finissent par avoir la velléité de nous connaître tels que nous sommes. Chaque jour accroît le nombre de ceux qui trouvent que nous avons raison, en tout ou en partie. Cette évolution est surtout remarquable dans les provinces anglaises.

Le jour où un homme public, de langue anglaise, transportera dans le domaine de l'action politique le travail que poursuit, par exemple, l'éminent jurisconsulte, M. Ewart, dans ses *Kingdom Papers*, l'expansion du nationalisme sera rapide et son emprise définitive.

Tout ce que je souhaite, c'est que le nationalisme ne devienne jamais la doctrine d'un seul parti, mais qu'il reste ce que nous l'avons voulu et ce qu'il est appelé à être: la formule des traditions et des aspirations nationales du peuple canadien tout entier.

Henri BOURASSA.